Programme des Nations Unies pour le Développement

Conférence de presse de l'Administrateur du PNUD , M. Kemal DERVIS en visite officielle au Niger du 12 au 14 octobre 2005

Niamey, 14 octobre 2005

Au terme de sa visite de travail au Niger du 12 au 14 octobre 2005, l'Administrateur du PNUD , M. Kemal Dervis qu'accompagnait le Sous –Secrétaire Général et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique, M. Abdoulie Janneh a tenu une conférence de presse dans la salle Margou de l'hôtel Gaweye . Dans son intégralité, la conférence.

Niamey, 14 octobre 2005 :
Mesdames, Messieurs,
chers collègues, chers amis.

C'est vraiment avec beaucoup d'intérêt et de plaisir que j'ai effectué cette visite et j'ai beaucoup appris. Evidemment, le temps que nous y avons consacré est trop court, mais nous étions sous la contrainte du temps. J'avais à mes côtés M. Falavigna , Représentant Résident du PNUD qui a très bien organisé cette visite avec l'aide et le soutien du gouvernement du Niger. Qu'ils trouvent ici mes sincères remerciements.

Il y avait également mon et ami et collègue M. Abdoulie Janneh que vous connaissez très bien , pour avoir travailler avec vous durant les trois ans qu'a duré son séjour ici en tant que Représentant Résident du PNUD. Je ne vais pas répété ce que j'ai souligné ce matin lors de la cérémonie de lancement du Rapport sur le développement humain , en présence du Premier Ministre, M. HAMA Amadou.

Vous savez que les Nations Unies depuis 15 ans oeuvrent pour l'approche du développement humain et de la croissance. Nous savons que sans croissance économique, sans augmentation du revenu, du produit national, il ne peut y avoir de développement, mais nous savons aussi que c'est pas suffisant. Il faut que les bénéfices de la croissance soient bien répartis, et il faut surtout que la croissance se traduise en bénéfices réels sur le terrain, dans la vie quotidienne des gens. Dans les domaines

de la santé, de l'éducation , dans l'égalité entre filles et garçons. Dans l'utilisation de l'eau, mais aussi dans la lutte contre la dégradation des ressources environnementales.

Le progrès n'est jamais linéaire. Il y a des bons en avant et des reculs , mais je pense que l'Afrique toute entière est en marche. Depuis quelques années on voit de plus en plus de progrès, de plus en plus de pays, y compris le Niger qui ont fait de très grand pas vers une gouvernance démocratique normale et bien équilibrée. Une beaucoup plus grande participation démocratique des citoyens, et je pense que ces pas sont très très importants car, rien n'a aussi entravé, n'a aussi fait obstacle au développement dans le passé, que les luttes internes, les conflits armés, des destructions liées à ce conflit. Donc la gouvernance, la démocratie , la paix sont de toutes façons les conditions préalables à tous ces progrès.

Je pense aussi que le Niger avec ses voisins est en train de construire une zone dans cette partie d'Afrique de l'ouest où la paix règne et où la démocratie fait des progrès. Cela va donc nous permettre à tous, de travailler avec plus de vigueur, d'obtenir de meilleurs résultats sur le plan de développement humain à l'avenir. Je pense qu'il est absolument nécessaire que la communauté internationale se mobilise fortement pour les pays du Sahel et pour la République du Niger en particulier. Nous allons œuvrer dans cette direction. Les promesses ont été faites globalement pour l'Afrique, pour les pays pauvres. Il faut maintenant que ces promesses se traduisent dans les faits, se concrétisent et que la façon dont cette assistance arrive qu' elle soit vraiment utile au développement. Il faudra qu'on arrive à saisir cette opportunité, à élargir les domaines d'activités pour créer des emplois.

Que l'aide soit vraiment une aide qui crée le développement. Par le passé souvent, l'aide même si elle a été bien intentionnée, n'a pas été utilisée de façon optimale. Je crois qu'il s'agit aujourd'hui non seulement de s'assurer que le montant total de laide augmente, mais aussi que son utilisation, le ciblage, le mécanisme avec lequel elle est utilisée, soit optimal.

Je pense qu'une des conditions nécessaires pour y parvenir est le travail en équipe par la communauté des donateurs et la grande famille des Nations Unies. Il faut que les deux travaillent en harmonie, en synergie. Eviter de « tirer dans toutes les directions » et travailler en partenariat avec le gouvernement, et la Société Civile pour obtenir des résultats. Comme je l'ai mentionné ce matin, c'est très important d'œuvrer dans une perspective régionale. Je laisse la parole à M. Janneh pour évoquer cette perspective régionale puisqu'il aura une responsabilité particulière dans ce domaine.

Finalement, je vais aussi quand même souligné encore une fois, qu'il n' y a pas une solution magique, qu'il faut se battre sur tous les fronts en même temps , qu'il faut que toutes les composantes de développement soient mises en place. On ne peut pas travailler dans l'agriculture sans l'adduction d'eau par exemple. La bonne gouvernance globale, l'accompagnement de l'Etat, les activités privées c'est aussi très très important. C'est donc tout cet ensemble qui nous tient à cœur, mes collègues et moi, ci au Niger.

Le rôle de la femme il faut souligner , est très important. Le rôle de la femme, comme citoyenne, comme mère. Je crois qu'il faut soutenir la femme, il faut œuvrer dans la direction de sa pleine émancipation, de l'égalité de ses droits. Le faire évidemment dans le cadre spécifique du pays , et en travaillant vraiment sur les contraintes concrètes qui empêchent ce progrès, pas juste la grande théorie mais vraiment des activités très concrètes

Tel que par exemple le jardin d'enfants que j'ai eu l'honneur d'inaugurer il y a deux jours à Zinder et qui va permettre aux enfants d'être gardés pour offrir l'opportunité aux mères d'avoir plus de temps pour les autres activités mais aussi qui va, je l'espère, favoriser la scolarisation des enfants .

Voilà un peu les grandes lignes de ce que j'ai appris, de ce que j'ai partagé aussi avec les hautes autorités de l'Etat, que je remercie très particulièrement de tout cœur pour leur hospitalité, pour l'aide qu'il ont apporté à notre mission, pour l'excellente coopération avec le gouvernement du Niger .

Compléments de réponse de M. Janneh :

Bonjour les amis de la presse,
Cette visite de travail d'un peu plus de jours a été pour moi très agréable. Elle nous a permis de voir concrètement l'état des choses dans ce pays. D'abord on voudrais féliciter le Niger pour ses efforts dans le domaine de la gouvernance démocratique. En effet d'énormes efforts ont été enregistrés depuis l'avènement de la démocratie en 1990 dans ce pays. Mais le Niger fait face à certains problèmes récurrents malgré ces efforts. Alors nous sommes là pour demander à la coalition des partenaires de faire davantage pour ce pays, pour accompagner ces efforts dans le domaine de la démocratie, pour lui venir en aide et appuis concrets en matière de développement durable.

Actuellement il existe une bonne volonté de la part de la communauté internationale d'aider l'Afrique, d'aider des pays comme le Niger. Si l'on examine les défis auxquels ce pays est confronté, l'on se rend compte que ces même défis se posent à ses voisins tel que le Burkina-Faso et le Mali. Pour les relever, il faut des solutions d'ensemble qui impliquent tous les pays concernés. Par exemple pour combattre l'invasion acridienne au Niger, il faut impliquer ses pays limitrophes parce que le criquet ne connaît pas de frontière. C'est cette approche régionale qu'on aimerait mettre en œuvre avec les différents partenaires . Et nous allons nous y atteler. Nous avons le ferme espoir qu'on ira de l'avant. Le PNUD et la Commission Economique pour l'Afrique (C.E.A.) oeuvreront dans ce sens en mettant un cadre de concertation approprié.

Question : Albert Chaibou du Journal « Le Démocrate »

M l'Administrateur, votre visite intervient deux mois après celle du Secrétaire Général des Nations Unies. A la fin de votre séjour ici, quels sont les sentiments qui vous animent ?

Réponse de M. DERVIS *:* « C'était une visite évidemment difficile, car la situation demeure difficile et même critique pour certains. Il y a eu une prise en charge importante et j'ai aussi vu qu'il y a eu des progrès très substantiels. Beaucoup d'enfants qui étaient en danger, ne le sont plus maintenant. L'action humanitaire du Système des Nations Unies et celle du gouvernement ont donné les premiers résultats. Mais l'analyse faite avec mes collègues, ainsi que les ministres et les cadres du gouvernement, nous démontre que la situation est chronique . Il y a certes une détérioration de la situation cette année, mais la situation sous jacente au niveau de la nutrition surtout des enfants demeure un vrai défi, et que l'équilibre entre les ressources et le nombre d'enfants ne s'est pas améliorer pendant ces dernières décennies. Au contraire la situation est devenue plus difficile. D'où le besoin de plus de ressources au développement.
.

Il faut un rythme de développement plus rapide. Il faut une agriculture moderne plus productive. Le bétail étant une ressource potentiellement très importante pour le Niger, il faut moderniser l'élevage. Les soins de santé, l'éducation, la scolarisation doivent accompagner les progrès économiques. Tous ces secteurs doivent se développer ensemble. Si on ne doit s'occuper que de la santé et pas d'agriculture ou de l'enseignement on ne réussira pas. De la même façon, si on se focalise uniquement sur l'agriculture et on oublie les soins de santé ou la scolarisation l'on ne réussira pas. Donc il faut travailler sur toutes ses dimensions en même temps. Et j'espère que dans quelque années avec les ressources qui vont augmenter, le pays n'aura plus à faire face à des situations telle que celle vécue cette année.

Je voudrais souligner qu'au centre de tout cela, il y a la capacité de la famille à nourrir les enfants, à les scolariser. Et la femme doit pleinement jouer son rôle et avoir plus d'influence qui ce qui se passe au niveau des enfants, et de la société en général.

La scolarisation qui est un des objectifs du Millénaire trouve là toute son importance. Il faut que les enfants aillent à l'école. Dans le monde d'aujourd'hui au 21 ème siècle avec tout le savoir qu'on a , le progrès galopant, si l'on arrive pas à éduquer ses enfants, je crois qu'on ne vas jamais réussir. Je crois que la société doit se mobiliser la dessus et notre rôle est de soutenir cette mobilisation de toutes nos forces.

Question : ***Ousmane Toudou Radio Anfani correspondant de la VOA.***

Réponse de M.Dervis : Merci pour vos questions. En ce qui concerne la première, le rôle de la femme, je crois qu'on a réalisé toutes sortes de travaux la-dessus. Et plus on étudie la question à travers le monde, plus on se rend compte que le rythme de développement est intimement lié à la pleine participation de la femme dans la société et surtout à son éducation . Les données sont très claires, les pays qui n'éduquent pas leur filles ne font pas de progrès. Ca c'est très très clair. On peut le vérifier dans les statistiques mondiales. Il n 'y a pas de doute là dessus. Cette éducation se traduira souvent par une participation au marché de travail, par une participation professionnelle des femmes. Dans certains cas, elles resteront mères de famille. Mais le fait qu'elles soient éduquées, qu'elles participent à la prise de décision, le fait qu'elles soient des citoyennes à part entière, qu'elles travaillent plus tard pendant toute leur vie ou bien qu'elles travaillent à la maison et qu'elles s'occupent de leurs enfants, a un impact extrêmement positif sur la productivité du pays, sur le développement du pays. On le sait, on peut le prouver statiquement. Cela doit donc être une priorité nationale.

Alors comment y arriver ? Evidemment Ce n'est pas facile. L'aide doit appuyer tous les secteurs . Il faut aider au niveau de la santé, et des comportements, trouver des débouchés. Il faut montrer l'exemple. Au Niger, cet exemple existe. Je crois qu'on a l'exemple des femmes extrêmement performantes au sommet de la société. C'est un bon exemple pour les autres. Je félicite le Niger, ces femmes d'abord pour leur réussite. Il faut absolument relever, par seulement sur papier mais aussi dans les faits, l'âge du mariage. Je crois que c'est un des points clés car le mariage précoce pose d'énormes problèmes. Problème du nombre d'enfants , problème d'alimentation, problème de soins à prodiguer aux enfants, y compris le problème d'allaitement , etc. C'est donc des questions d'importance capitale qui se posent. Pour ce faire, il faut intervenir sur tous les fronts. Il faut des mesures économiques , des récompenses, et je crois qu'on peut y arriver en travaillant dans tous ces domaines là. Il y a des pays Nord Africains qui ont fait des progrès très importants. Par exemple le Royaume du Maroc. Les progrès qu'a fait ce pays sur le statut et le rôle de la femme, sont remarquables, ainsi que d'autres pays musulmans de la région qui ont fait de très grands progrès. Et moi je pense que c'est important. Le gouvernement est d'accord la-dessus. Et je crois que le Premier Ministre l'a dernièrement énoncé dans un de ses discours. Nous serons à vos côtés pour travailler dans ce domaine.

Question *: Je pense qu'il faut des textes juridiques.*

Réponse de M. Dervis **:** Mais ce n'est pas seulement les lois. La loi est absolument nécessaire. Je vous donne l'exemple du Maroc. Au Maroc en 2003 je pense qu'une loi a été adoptée qui interdit le mariage avant l'âge de 18 ans. Il faut passer les lois, mais il faut surtout qu'elles soient appliquées. Je suis d'accord avec vous . Et pour qu'elles puissent être appliquées, il faut un certain nombre de préalable. Mais ce n'est seulement une question de loi. C'est aussi une question d'encadrement et de soutien économique aux familles pour que ça puisse se réaliser.

Au niveau de la gestion de l'aide, je crois qu'il y a à faire du côté des donateurs , mais aussi du côté des pays. Il faut qu'elle soit équilibrée. Il est clair par exemple qu'il faut de l'infrastructure. On ne peut pas faire seulement faire de l'aide technique. Il faut construire des infrastructures. Mais en même temps il faut que ces infrastructures soient entretenues. Pour construire l'hôpital par exemple, il faut qu'il soit non seulement équipé d'appareils modernes mais qu'il ait suffisamment de médecins et d'infirmiers pour le faire fonctionner. Il faut aussi que ceux qui travaillent pour leur pays, ceux qui encadrent le développement , ceux qui ont des connaissances au niveau mondial, qui ont des connaissances d'un niveau élevé puissent avoir une vie convenable. Donc il y a des problèmes de salaires, de structure des salaires, qu'il faut accompagner. La fonction publique doit être réhabilité. Rémunérer convenablement les agents de l'Etat. Pour cela aussi les donateurs doivent aider à réaliser cette nécessité, contribuer à répondre à ce défi.

Je pense que sur un plan beaucoup plus général, vous savez que pendant la guerre froide, souvent l'aide était octroyée aux alliés sans regarder de très près où elle allait et si vraiment elle allait au développement . Je crois que cette période heureusement elle révolue et j'espère que l'aide sera utilisée, octroyée selon les réels besoins de développement et aussi la performance des pays. Cette aide, ne soit pas être octroyée en fonction de l'alliance militaire, politique ou autre. Je pense qu'on a la chance d'avoir une aide beaucoup plus focalisée vers le développement.

En ce qui concerne la Côte-d'Ivoire, comme nous l'avions dit à plusieurs occasions, les pays de la région sont inter-dépendants. Que ce qui pense en Côte-d'Ivoire a un effet très clair sur le Niger, sur d'autres pays de la région. Il y a cette interdépendance et nous en sommes très conscients.

Compléments de Réponse de M. Janneh **:** La Côte d'Ivoire est une puissance économique dans la sous région. La situation qui prévaut là bas à un impact très négatif non seulement sur la Côte-d'Ivoire elle même, mais également sur d'autre pays. On travaille là dessus avec les partenaires évidemment sous le leadership de l'Union Africaine.
Qu'est-ce qu'on a fait jusqu'ici ? On a essayé de stabilisé la situation dans le pays, d' appuyer le pays à préparer les élections, de sécuriser les populations. Avec l'aide des partenaires, des pays amis et des Nations Unies a fait beaucoup d'efforts et on œuvre dans ce sens.

Question ***: Oumarou Keita du Journal le Républicain .*** *Le Rapport Mondial sur l'état du développement a été publié comme chaque année par le PNUD. Cette année le thème est relatif aux inégalités qui existent dans le domaine du commerce mondial. Qu'est-ce que votre Institution , le PNUD peut faire pour rétablir cet déséquilibre ? Ma deuxième question, M Janneh a parlé des solutions régionales à certains défis. Est-ce Que qu'il y a une voie, un plan prévus dans ce sens ?*

Réponse de M. Dervis **:** En ce qui concerne le commerce, j'ai cité ce matin les deux chiffres les 70 milliards de dollars que le pays riches accordent aux pays pauvres en aide au développement, mais aussi les 70 milliards de dollars comme manque à gagner qu'ils imposent aux pays pauvres par leur politique commerciale restrictive et inéquilibrée. Et vous savez évidemment certains pays de l'Afrique de l'Ouest sont particulièrement affectés dans le domaine du coton, mais

n'est pas le seul. Donc il est clair que le commerce international, tel qu'il est gouverné aujourd'hui, est biaisé en faveur des pays les plus avancés, les plus riches. Le chemin à parcourir est long pour parvenir aux conditions qui mettent tous les pays à égalité dans ce domaine. Il y a eu certes des progrès, mais ils sont beaucoup trop lents et beaucoup trop insuffisants. Et comme vous savez durant la grande réunion de Hong Kong en décembre cette année pour essayer d'avancer dans la direction , dans l'en cadrage du commerce qui se trouve favorable au développement, il y a eu beaucoup de bagarre beaucoup de discussions, mais pas encore de réels progrès , sauf que tout le monde travaille aujourd'hui là-dessus. Les Etats-Unis d'Amérique ont fait des propositions, l'Europe a fait des contre propositions récemment, surtout dans le domaine de l'agriculture , et je sais que le Directeur Général de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui a une compétence excellente dans tous ces domaines , qui a des connaissances extrêmement profondes, travaille beaucoup pour que cette fois ci on réalise de vrais progrès qui puissent créer des règles de jeu qui sont plus favorables aux pays en voie de développement . De l'autre côté au PNUD, nous n'avons pas vocation de traiter directement avec les négociateurs. Ce domaine est du ressort de l'OMC mais aussi un peu de la CNUCED qui conseille les pays en voie de développement. Notre vocation c'est de se focaliser sur le pays et mettre en place les mécanismes. Que ce soit les infrastructures et leur gestion ou les douanes, tout ce qui est contrôle sanitaire, toutes les choses qui doivent être mises en place pour que les pays les plus pauvres puissent profiter beaucoup plus pleinement, et beaucoup plus du commerce international. Notre travail consistera d'abord ,évidemment avec vous ensemble, à souligner l'importance du problème et essayer d'expliquer son ampleur, œuvrer dans la direction de progrès au cours des futures négociations. Et surtout travailler au niveau pays pour augmenter la capacité des pays d'exporter et de s'organiser pour profiter du commerce international. Donc c'est là le rôle du PNUD en matière du commerce. Nous allons y mettre beaucoup plus de moyens que par le passé.

En ce qui concerne l'agriculture , elle demeure le domaine le plus essentiel en Afrique. Nous avons vécu dans d'autres pays d'énormes gains de productivité. L'agriculture, en utilisant les procédés modernes, peut générer avec très peu d'effectifs humains. Il convient néanmoins de mettre en place tout ce qui doit fonctionner : l'enseignement ; l'eau, la technologie, le savoir-faire. Tout cet ensemble doit agir sur l'agriculture. Il est clair que si on réussissant à faire cela, la croissance agricole en Afrique pourrait être spectaculaire dans beaucoup de pays. Mais pour le faire il faut des investissements aussi bien en infrastructures qu'en ressources humaines. Cela, évidemment est un travail de longue haleine.

Compléments de réponse de M Janneh : On a un programme régional pour améliorer les capacités des pays africains dans le domaine. C'est un programme mis en oeuvre avec la CNUCED, et l'Union Africaine. Ce programme est donc en cours et on examine actuellement les possibilités d'augmenter les ressources disponibles. Il y a beaucoup d'initiatives en chantier.

Au niveau sous régional on travaille avec des institutions comme la CEDEAO. Dans le contexte de la CEDEAO, on vise le vrai Sahel. Le vrai Sahel c'est le Burkina, le Niger, le Mali. On est en train de voir comment encourager nos partenaires à augmenter les ressources destinées à ces pays. Si on continue avec les mêmes dispositions et les mêmes ressources on aura des sérieuses difficultés. On va donc doubler les efforts pour s'approcher des OMD, même si on a arrive pas à les atteindre. Il existe beaucoup de dispositions en chantier

***Question* : Oumarou Ali du Sahel** Dans le dernier Rapport mondial sur le développement humain publié par le PNUD le Niger est classé dernier pays. Or ce pays a fait des progrès énormes en matière de gouvernance démocratique. Lorsque qu'on considère la démocratie comme un facteur de développement, ne trouvez vous pas que c'est paradoxal que le Niger soit classé dernier ?

Réponse de M. Dervis : Oui vous avez entièrement raison. L'indice de développement humain est une tentative de résumé d'une situation très complexe. Et comme toute tentative de résumé à un chiffre, elle introduit de nouvelles erreurs. C'est quand même utile d'introduire un certain nombre de variables surtout de variables d'espérance de vie et de scolarisation. Mais tout ce qui est démocratie, bonne gouvernance est absent de cet indice. Donc on peut dire que c'est un indice très partiel de ce qu'on appelle développement humain, puisque la liberté d'exercice du droit du citoyen et de la bonne gouvernance font partie de ce qu'on appelle le développement humain. Donc l'indice ne mesure pas ou en partie de ce dont on parle. Et là si on construisait un indice qui tiendrait compte de l'avancée du Niger en matière d'exercice des libertés démocratiques, d'élections et de bonne gouvernance, il est clair que le Niger serait très loin du bas du tableau. Il serait bien éloigné de beaucoup de pays. Et il faut en être pleinement conscient. Cette année ou l'année prochaine on essaiera d'introduire plus clairement une analyse des libertés démocratiques dans ce qu'on essaie de mesurer dans nos rapports de développement humain. Evidemment par principe, ce n'est pas une élection qui mesure le degré de liberté, mais bon, il faut quand même faire un effort de voir qu'il existe des pays où certains indicateurs de santé et de scolarisation sont meilleurs, mais par contre où la liberté du citoyen, de presse, d'expression ne sont pas des meilleures. Je suis d'accord avec vous pour que des efforts soient entrepris dans ce sens.

Question : Abdoulaye Hassoumi de la jeune Académie

***Réponse de M. Dervis* :** C'est vrai que dans la vie de chacun de nous si on se focalise sur ce qui a de bien , sur l'espérance ? sur l'avenir, sur les opportunités , on a beaucoup plus d'énergie, on travaille mieux , on est plus heureux que si on se focalise sur les difficultés. Si on se réveille le matin et on se dit qu'on a toutes ces difficultés, évidemment on démarre mal la journée. Tandis que si au réveil on est plein d'optimisme, la journée ira beaucoup mieux. Je suis d'accord avec vous. Il ne faut pas passer son temps à parler de pauvreté parce que le notre but est évidemment la création des richesses. Et de ce point de vue là je suis d'accord . Il faut surtout aussi montrer du doigt le succès. Le succès, il faut s'en féliciter, il faut fêter ensemble. Il faut que l'Afrique fête ses succès. Je dois vous dire franchement que je n'avais pas été au Nigeria depuis très longtemps. Aujourd'hui je me rends compte de beaucoup de progrès. Il y a certes des problèmes c'est clair, mais maintenant on progresse. Il y a un dynamisme qui nous réjouit, et si cela continue et se confirme, cela peut aider toute la région

Evidemment, le Nigeria a la chance d'avoir un prix intéressant pour ses ressources pétrolières. Mais le pays a eu des opportunités et il y a eu du gaspillage. Cette fois ci l'approche est beaucoup plus sérieuse et se focalise sur la bonne utilisation de ces ressources. Et j'espère que dans trois à quatre ans nous assisterons à un développement beaucoup plus accéléré au Nigeria . Je l'espère.

Donc vous avez raison .Seulement, il y a ce côté humain , moral et éthique. Je crois qu'il faut parler de l'extrême pauvreté et mettre tout le monde devant ses responsabilités. D'où l'accent qu'on met sur la lutte contre la pauvreté . C'est une responsabilité d'abord pour les dirigeants des pays en voie de développement qui sont responsables finalement de leurs citoyens, mais aussi une responsabilité des pays riches qui dans le passé ont beaucoup contribué au retard pris par le pays en voie de développement. Faut-il le rappeler que l'industrie des textiles en Inde a été interdite par l'empire colonial. C'était interdit de produire du textile pour que l'empire puisse le produire ; etc. ; etc.
Je ne dois pas vous répéter tous les maux que le colonialisme a infligé à l'Afrique et autres pays en vous de développement.

Mais il n’est que juste de ne pas le perdre de vue. Il ne faut certes pas vivre du passé, il faut se tourner vers l’avenir. Je suis entièrement d’accord avec vous. Et beaucoup de pays ont fait des erreurs dans le passé. Personne n’est exempt d’erreurs. Cependant, il importe quand même de responsabiliser le monde et dire à ceux qui sont riches aujourd’hui qu’une partie de leurs richesses provient de l’accumulation des richesses qu’ils ont réalisés au dépend d’autrui et que la lutte contre la pauvreté est un devoir moral, un devoir de solidarité. Et c’est pour ça qu’on le souligne. Il y a aussi de la richesse en Afrique. Il y a le secteur privé qui se développe, il y a des investissements. Il faut les multiplier et les élargir, étendre la base et peut-être passer autant de temps à parler du succès qu’à décrire ce qui reste à faire du côté de la pauvreté.